



AU-DELÀ DE L'EXPRESSIONNISME ET DU MARXISME : ÉLÉMENTS POUR UNE THÉORIE CRITIQUE DES STRUCTURES SOCIALES DU CAPITALISME AVANCÉ¹

Éric PINEAULT

Professeur au département de sociologie de l'UQAM et directeur à la Chaire MCD.

Conférence organisée par la Chaire MCD et prononcée le 14 décembre 2006 à l'UQAM.

We don't know what Capitalism is yet.

Murray Bookchin, 1921 - 2006

Introduction

Dans ce qui suit nous proposons une délimitation de la structure sociale du « capitalisme avancé » par le biais d'une démarche idéaltypique. Nous croyons que le discours sociologique doit théoriser le capitalisme contemporain en le distinguant du capitalisme de la modernité bourgeoise s'il entend encore avoir une pertinence politique. Cela implique une révision de plusieurs catégories et concepts centraux de l'analyse critique du capitalisme, en particulier ceux qui relèvent des perspectives marxistes et néomarxistes. Le marxisme est compris ici comme un ensemble de courants de pensée qui se sont construits au 20^e siècle à partir de l'œuvre de Marx en donnant un sens très particulier à ses catégories et à ses analyses. Premièrement, l'ancrage philosophique de la pensée marxienne - le matérialisme *pratique* que Marx annonce dans les *Thèses sur Feuerbach* - fût dénaturé par la construction du matérialisme *historique* dans ses variantes positivistes (Engels, Staline) ou dialectique (Lukacs). Deuxièmement sa critique de

¹ Le présent texte est une extension et un développement d'un essai produit pour délimiter un programme de recherche sur la financiarisation de l'accumulation capitaliste, programme qui s'est concrétisé par la formation d'un collectif de chercheurs et d'étudiants le CAFCA, le collectif d'analyse de la financiarisation du capitalisme avancé. Les réflexions ici présentées se sont le fruit des discussions et débats dans le cadre des séminaires du CAFCA, nous tenons à signaler en particulier la contribution de Frédéric Hanin, François L'Italien, Benoît Coutu, Caroline Sauriol, Daphnée Poirier et les autres participants aux séminaires ainsi que les assistants de recherche Jean-François Vinet, Maxime Lefrançois, Marie-Nathalie Martineau, Julia Posca, Fanny Theurillat-Cloutier, Mathieu St-Onge qui travaillent à l'analyse de la financiarisation. Évidemment l'argument développé ici n'engage que l'auteur.

l'économie politique fut elle-même réduite à une économie politique *alternative* mais aussi orthodoxe à sa manière que les courants dits « bourgeois » qu'elle prétendait critiquer. Finalement, sa pensée sociopolitique, d'une critique de la réduction de la subjectivité praxique *au travail aliéné* par la société capitaliste et moderne, devint une critique du capitalisme à partir de la perspective *du travail et des travailleurs* dans la modernité².

S'il est nécessaire de reconstruire une théorie critique du capitalisme, et qu'il est possible de le faire à partir de certaines intuitions et analyses de Marx³, il faut dépasser une œuvre qui comporte d'importantes limites philosophiques et analytiques. De surcroît, l'analyse critique du capitalisme contemporain exige une rupture et une distanciation encore plus importante vis-à-vis des catégories marxiennes compte tenu de la différence entre les structures sociales du capitalisme « bourgeois » de la modernité, celui que Marx avait devant les yeux, et les structures sociales actuelles du capitalisme avancé.

De plus cette distinction sociologique à faire entre capitalisme de la modernité bourgeoise et capitalisme avancé ou actuel ne doit pas être uniquement, ou principalement expressive, elle doit avoir une forme et une portée analytique. Par expressionniste, j'entends un discours sociologique qui, pour mieux dénoncer les effets sociaux et écologiques délétères du capitalisme contemporain, se contente d'un réquisitoire sommaire de ses qualités monstrueuses pour asseoir sa critique. Ce réquisitoire ne fait pas l'objet d'une analyse en tant que telle parce qu'il est sensé relever de l'évidence. Dans ses variantes extrêmes, l'efficace rhétorique du discours expressionniste a pour revers une réification complète du capitalisme qui le pousse dans un espace au-delà de l'emprise de la compréhension sociologique, nous laissant au bout du compte dans une situation d'impuissance analytique et éventuellement pratique, c'est-à-dire sociale et

² Sur ce dernier point voir l'analyse magistrale de M. Postone, *Time, Labor and Social Domination, A reinterpretation of Marx's critical theory*, Cambridge, 1993. Sur le premier point voir les travaux d'une nouvelle génération de philosophes « postmarxistes » tels que Frank Fischbach et d'Emmanuel Renault. Sur la question économique voir l'ouvrage de T. Han Hac, *Relire le capital*, Cahiers libres, 2003. En France, ce renouvellement critique de l'étude et de l'application des travaux de Marx, qui se présente comme analyses marxiennes, plutôt que marxistes, a été signalé de manière programmatique lors du dernier numéro de la revue phare *Actuel Marx* (numéro 29) dans l'éditorial « Une nouvelle époque ». Le présent travail se situe d'ailleurs dans une perspective de relecture critique de Marx, mais nous ne sentons pas le besoin de fonder notre analyse sur une « vraie » lecture du texte qui ferait de sa pensée le point de départ indépassable d'une théorie critique, notre démarche est plutôt ancrée dans une lecture de la théorie générale freitagienne, approche qui nous semble plus actuelle et pertinente pour une sociologie de la société contemporaine.

³ Sans négliger une lecture et un tri critique de l'apport des différents marxismes du 20^e siècle.

politique. Dans ses variantes plus courantes, le discours expressionniste se manifeste comme fascination devant ce qui se présente ou s'impose comme « nouveau » et inévitable, que ce soit les tendances du capitalisme à la globalisation, à l'immatérialisation à l'accélération ou à l'innovation. À titre d'exemple, les ouvrages de Manuel Castells⁴ ainsi que ceux de Hardt et Negri⁵ nous présente une figure du capitalisme contemporain, informationnelle chez l'un, immatérielle chez les autres, en célébrant la radicale nouveauté de ses propriétés et caractéristiques, expression immédiate d'une logique sous-jacente du « capital ». Ces discours ont pour principales limites, premièrement de considérer comme radicalement nouveaux des dimensions et caractéristiques du capitalisme qui souvent ont plus d'un siècle d'histoire et, deuxièmement, de réifier les processus sociohistoriques d'institutionnalisation concrets et contingents de ses différents régimes d'accumulation en une logique générale et immanente.

Dans le cas présent, notre ambition se limite à proposer une autre lecture possible de la trajectoire et de la nature du capitalisme en mobilisant une démarche méthodologique idéaltypique centrée sur les transformations de certaines médiations institutionnelles essentielles à cette formation sociale. Ce projet est déjà celui qui anime les analyses régulationnistes depuis près de trois décennies. En effet, elles ont fait école en approfondissant la compréhension « institutionnaliste » du fordisme et du postfordisme par le biais des outils analytiques de régime d'accumulation et de mode de régulation⁶. Par contre, leurs analyses sont essentiellement orientées par un questionnement sur l'émergence souhaitée d'un nouveau « mode de régulation » du capitalisme postfordiste qui aurait des propriétés tout aussi « vertueuses » que le fordisme.

Nous effectuons une distinction plus générale entre capitalisme classique de la modernité bourgeoise et capitalisme avancé, une formation sociale à l'intérieur de laquelle s'opère la transition du fordisme aux formes postfordistes d'accumulation. L'idée étant de contribuer à la compréhension de l'unité de la trajectoire du capitalisme depuis sa « grande transformation » au tournant du vingtième siècle comme un processus institutionnalisé. Le lecteur familier avec les thèses de Michel Freitag sur le devenir de nos sociétés remarquera que je m'inspire en grande

⁴ M. Castells, *La société en réseau*, Paris, Fayard, 2001

⁵ A. Negri et M. Hardt, *Empire*, Paris, Exils, 2000

⁶ R. Boyer, *La théorie de la régulation, les fondements*, Paris, Seuil, 2004, R. Jessop et N. Sum, *Beyond The Regulation Approach: Putting Capitalist Economies In Their Place*, London, Edward Elgar, 2005.

partie de sa sociologie générale sur le plan de la méthode⁷ et que je construis mon argument en empruntant la structure générale de son analyse d'un vecteur de postmodernisation de la société moderne, soit la voie américaine qui passe par l'emprise de la corporation sur le devenir sociopolitique de cette société. Ce qui suit se démarque toutefois de l'analyse de Freitag en abordant la question de la transformation du capitalisme en elle-même plutôt que comme moment d'un procès plus large, l'argument laisse en suspend la question générale des rapports entre modernité, postmodernité et capitalisme. L'analyse idéaltypique proposée met l'emphase sur la dynamique de trois institutions économiques : 1. la corporation en tant que forme instituée de la grande entreprise et matérialisation « pratique » du capital, 2. le capital financier et 3. le travail salarié. Sachant que cette dernière structure a été celle qui a retenu le plus d'attention dans la littérature sociologique, nous allons dans le présent texte nous concentrer sur les deux premières.

Capitalisme avancé et sociologie

Quel sens peut-on attribuer au qualificatif *avancé* dans l'expression qui a été retenu pour comprendre l'histoire longue du capitalisme depuis le début du vingtième siècle ? Notons que la division de l'histoire du capitalisme en deux périodes distinctes s'impose à l'analyse sociologique depuis au moins les travaux de Veblen sur la « corporation » comme forme de l'entreprise d'affaire dans son ouvrage *The Theory of Business Enterprise* (1904). On pourrait même voir dans les analyses de Marx sur le rôle du crédit⁸ une première reconnaissance que le capitalisme, comme mode de production institué, avait la possibilité et les ressources organisationnelles pour opérer de manière endogène une mutation radicale de sa forme institutionnelle. Cette analyse sera reprise, un peu moins habilement sur le plan épistémologique et théorique, par Hilferding avec son concept de capital financier.

Cela dit, on doit attendre les années 1960 pour que le concept de capitalisme avancé reçoive une attention adéquate. Pour Veblen le capitalisme « tardif moderne » (*late modern*) se distingue de ses formes précédentes (*early modern*) par la centralité de l'organisation corporative de l'économie et par le développement d'un nouveau système de crédit, toutefois les théoriciens des

⁷ M. Freitag, *Dialectique et société*, Montréal, Éditions Albert St-Martin, 1986.

⁸ Que l'on retrouve au chapitre 27 dans ce qui est devenu par la plume d'Engels le livre 3 du Capital mais qui en réalité n'est qu'une somme de manuscrits.

années 1960-1970 (tel que Habermas⁹) insisterons plutôt sur l'articulation entre pouvoir public et puissance privée dans une nouvelle formation sociale, soulignant comment les fonctions d'un État providence « keynésien » agissent comme mécanismes de stabilisation d'un mode de production en crise. L'interventionnisme de l'État fut ainsi théorisé comme un moment essentiel et organique de la reproduction capitaliste. En fait, pour Habermas, et d'autres théoriciens de cette période d'entrée en crise du fordisme, le terme *avancé* avait une double fonction théorique. D'une part, il renvoyait à l'approfondissement perçu des contradictions de cette formation sociale, contradictions que seul l'État interventionniste semblait en mesure de dépasser, et ce uniquement en repoussant à plus tard le moment de la crise finale inévitable. D'autre part le capitalisme était avancé aussi - et c'est surtout ce deuxième sens qui nous intéresse - dans la mesure où son emprise comme système sur la société, la culture et l'historicité s'était intensifié et consolidé par l'interpénétration entre les sphères de l'économie, du politique et du monde vécu. S'il est évident que le capitalisme avancé se développa en conjonction avec la transition d'une forme de l'État libéral vers une forme de l'État providence et keynésien ce processus, comme l'a souligné récemment Jessop¹⁰, doit être théorisé en reconnaissant l'autonomie normative du politique. On ne peut, comme se fut trop souvent le cas, réduire la forme de l'État et ses transformations en une simple fonctionnalité d'une forme de capitalisme ou d'un régime d'accumulation.

Le caractère distinctif du capitalisme avancé se situe plutôt dans une suite de mutations et de ruptures fondamentales du processus d'institutionnalisation économique. Mutations et ruptures liées au développement de la forme corporative ou organisationnelle de l'entreprise¹¹ et donc à la centralité qu'acquiert la grande organisation corporative dans le capitalisme du 20^e siècle. Plus qu'une simple « séparation de la gestion et de la propriété » cette transformation de la forme même de la propriété capitaliste (de bourgeoise à corporative) et du mode de mobilisation de la force de travail (du travail à l'emploi) engendra un ensemble de mutations structurelles qui transforma de fond en comble la configuration institutionnelle du capitalisme.

⁹ J. Habermas, *Raison et légitimité: problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*, Paris, Payot, 1978.

¹⁰ Jessop, 2005

¹¹ Freitag, 1986.

Une mutation des formes élémentaires du capital comme rapport social

Le capitalisme avancé partage avec le capitalisme classique ou bourgeois examiné par Marx et l'économie politique classique, les médiations sociales élémentaires que sont les formes marchandise (M) et monnaie (A) de la valeur. C'est à partir de l'étude critique de ces formes que Marx a pu construire une représentation de la médiation « cellulaire » de l'accumulation capitaliste en tant que procès A-M-A', médiation qui est en fait le rapport social asymétrique entre travail abstrait et capital. Contrairement à Weber qui voit dans la genèse du capitalisme l'aboutissement d'un processus de rationalisation, pour Marx la construction d'un tel procès à titre de médiation centrale de l'histoire d'une société doit être comprise théoriquement et philosophiquement comme le fruit d'une rupture profonde du cycle culturel-organique qui marquait la vie matérielle des sociétés humaines avant l'émergence du capitalisme¹². C'est dans cette faille au sein même de la vie que peut se développer d'un côté le travail et de l'autre le besoin comme déterminations de la subjectivité et de la sociétalité. La notion même de « mode de production » ou d'économie, non pas à titre de catégorie analytique mais comme médiation objective de la vie sociale, se développe historiquement dans l'écart que le capitalisme creuse entre la production et la reproduction de la vie subjective. En ce sens, comme le souligne Marx dans les *Théories sur la plus-value*, il ne faut pas penser le développement du capital principalement ou essentiellement comme l'extension de la « production matérielle », car son développement se définit plutôt dans sa *capacité d'absorption de l'activité sociale* qui devient ainsi productive *de plus-value*. Le « M » du procès A-M-A' renvoie à l'activité sociale en général devenue travail abstrait par un processus de réification. Celui-ci a pour effet de rendre le sujet producteur de travail abstrait, celui capté par le « M », dépendant du marché pour sa propre existence matérielle. Paradoxalement ce sujet aliéné est en même temps le producteur de la médiation effective par laquelle la reproduction et l'accumulation du capital sont possibles.

Le A dans ce procès A-M-A' peut alors être pensé comme un droit temporel sur l'activité d'autrui, que ce soit sous une forme vivante en achetant la force de travail, ou que ce soit sous une forme morte en achetant le bien ou le service qui résulte de ce procès. La valeur économique apparaît alors comme une simple réification de la vie sociale, et l'argent comme droit monétaire

¹² M. Henry, *Marx, tome 2, une philosophie de l'économie*, Paris, Gallimard, 1976.

sur cette réification¹³. Celui qui accumule de l'argent, ou bien celui qui oriente son activité afin d'en accumuler de manière capitaliste, accumule ainsi des droits monétaires sur une richesse sociale qui se révèle en fin de compte n'être que droit sur l'activité sociale d'autrui saisie dans le rapport salarial et transformé en travail abstrait. Telles sont, dans une perspective marxienne, les formes élémentaires du rapport capital-travail et plus globalement du procès de reproduction élargie du capital.

Or, les termes et la nature de ce rapport social se sont profondément transformés et une des limites des analyses critiques marxistes est d'avoir transhistoricisés les formes bourgeoises, que ce soit les formes de valeur M et A, ou bien les médiations plus complexes tels que le capital et le travail abstrait. Une première limite particulièrement importante est la mobilisation d'une conception moderne et bourgeoise de la propriété pour analyser et comprendre le rapport d'un « capitaliste » à l'accumulation et plus largement à la structure sociale d'accumulation en tant qu'entreprise, soit la propriété en tant que « dominium », c'est-à-dire la maîtrise directe par un individu ou un groupe d'associés des moyens de production et du temps de travail salarié¹⁴. Une seconde limite est l'adhésion quasi-dogmatique à une conception exogène de la monnaie et du crédit présentée par Marx dans les livres 1 et 3 du *Capital*¹⁵. En effet, le « A » initial du procès d'accumulation A-M-A' est conçu comme un stock d'argent que le proto-capitaliste doit obtenir par rapine, pillage ou épargne afin de se présenter comme « l'homme aux écus » sur le marché de la force de travail. Déjà, dans le capitalisme moderne l'accès au crédit et le monnayage bancaire du capital commercial était une condition de possibilité de l'investissement et donc de la valorisation du capital selon le schéma A-M-A'¹⁶. Dans le capitalisme avancé non seulement l'investissement industriel, mais l'ensemble des procès économiques, production, circulation, consommation de masse reposent sur la médiation financière qu'est le crédit bancaire, c'est-à-dire sur la production endogène au système bancaire d'une monnaie de crédit¹⁷ et d'une liquidité qui permet la mise en circulation des dettes ainsi que des droits sur le capital en tant que titres

¹³ G. Simmel, *Philosophie de l'argent*, Paris, PUF, 1987.

¹⁴ M. Xifaras, *La propriété, une étude de philosophie du droit*, Paris, PUF, 2004.

¹⁵ G. Ingham, *The Nature of Money*, London, Polity Press, 2004.

¹⁶ Ingham, 2004

¹⁷ Ingham, 2004

financiers. Ces innovations qui marquent la genèse même du capitalisme avancé dès le début du 20^e siècle ne peuvent pas être pensées uniquement ni principalement dans le cadre des catégories que la sociologie critique a hérité de Marx. Le développement du concept de capitalisme avancé implique ainsi un questionnement du devenir au 20^e siècle des deux termes polaires du rapport capital-travail qui s'émancipe de ces lacunes.

Capital, corporation et intangibilité

Le capitalisme avancé est un capitalisme dominé par la forme corporative de l'entreprise¹⁸. La genèse, la croissance et la normalisation de la corporation comme forme de l'entreprise n'est pourtant pas un résultat naturel ou spontané du développement capitaliste, comme plusieurs l'ont montré l'incorporation de l'industrie à partir du début du 20^e siècle fut un processus économique et politique agonistique et contradictoire¹⁹. Celui-ci transforma de manière fondamentale les relations de propriété capitaliste et selon Thorstein Veblen, le mode d'existence du capital lui-même. Le résultat fut une marginalisation décisive de la propriété capitaliste bourgeoise et de l'entrepreneur industriel qui en dépendait au profit de nouvelles relations sociales vis-à-vis de l'accumulation, relations divisées entre une strate de gestionnaires salariés « contrôlant » l'entreprise industrielle et un groupe hétérogène d'actionnaires allant du capitaine d'industrie dirigeant d'un holding financier jusqu'à la masse dispersés de petits rentiers²⁰. Cette innovation institutionnelle n'a pas modifié la structure des relations de propriété bourgeoise du capital, comme le soutiennent les auteurs marxistes²¹, elle l'a complètement éclaté tout en générant des nouvelles relations de propriété capitaliste²² et des nouveaux rapports de pouvoir. L'entreprise en

¹⁸ J. Porter, *The vertical mosaic: an analysis of social class and power in Canada*, Toronto, University of Toronto press, 1965 et J. K. Galbraith, *Le nouvel état industriel: essai sur le système économique américain*, Paris, Gallimard, 1989.

¹⁹ W. G. Roy, *Socializing Capital*. Princeton, Princeton University Press, 1997 et S. Bowman, *The modern corporation and american political thought*. Pennsylvania, Penn State University Press, 1996.

²⁰ A. Berle et G. C. Means *The modern corporation and Private property*. New York, Macmillan, 1932.

²¹ J. Scott, *Capitalist property and financial power: a comparative study of Britain, the United States and Japan*, New York, New York University Press, 1986 et W. K. Carroll, *Corporate power in a globalizing world : a study in elite social organization*, Don Mills, Oxford University Press, 2004.

²² Il faut reconnaître que Marx lui-même entrevoyait, de manière limitée cette possibilité dans son étude du rôle du crédit dans une économie capitaliste, livre III du Capital où il entrevoit la possibilité d'une socialisation du capital sur les bases mêmes de ce mode de production.

tant que corporation acquiert dans le contexte du capitalisme avancé une existence sociale objective comme *organisation productive* (productive dans le sens où elle est encadrée dans une division sociale du travail) ayant ses finalités propres à titre d'entité organisationnelle²³ par-delà les intérêts étroits des actionnaires à titre de propriétaires « ultimes » du capital ainsi objectivé²⁴. La reconnaissance juridique de la personnalité légale de l'entreprise incorporée fait de celle-ci le véritable sujet social de l'accumulation capitaliste, autorisant l'organisation en tant qu'agent légitime à déterminer et poursuivre matériellement les finalités qu'elle se donne dans l'espace civil²⁵. C'est autour de cette agence organisationnelle que se noue les différents droits sur le capital industriel et que se constitue le contrôle légitime sur l'organisation conférés par ces droits. Comme le souligne Veblen dans sa *Theory of Business Enterprise* en 1904 c'est à l'intérieur de la corporation que le « contrôle organisationnel » devint la forme prédominante de puissance socio-économique. Dans ce contexte le capital se débarrasse de ces différents aspects spécifiques (capital marchand, bancaire et industriel) et se différencie pour devenir pure reproduction élargie de la capacité organisationnelle en soi.²⁶ Cette capacité se présente comme la diffusion d'une logique organisationnelle occupant et recomposant les espaces propres du marché, du système bancaire et du travail industriel hérités du capitalisme moderne et bourgeois²⁷. Sur le plan méthodologique, suivant ici Weber plutôt que Marx, nous pouvons comprendre l'importance de cette transformation dans la modalité même d'existence du capital comme fait social, par le biais d'une analyse des mutations de la pratique comptable qui, justement aux yeux de Weber, manifeste et objective le capital en tant que tel. En effet, selon Weber la comptabilité n'est pas un simple reflet de l'accumulation capitaliste, elle fait partie des catégories de la

²³ C. Perrow, *Organizing America, Wealth, Power and the Origins of Corporate capitalism*, Princeton, Princeton University Press, 2002.

²⁴ Les institutionnalistes américains tels que Commons vont d'ailleurs utiliser la catégorie tout à fait appropriée de « going concern » pour qualifier ce mode d'organisation et d'objectivation du capital industriel.

²⁵ G. Bourque, J. Duchastel et E. Pineault, « L'incorporation de la citoyenneté », *Sociologie et sociétés*, vol. 31, no. 2, 1999, p.41-64.

²⁶ Un développement entrevu par le grand économiste anglais Alfred Marshall quand il fit de « l'organisation » un quatrième facteur de production à côté des trois facteurs classiques que sont la terre, le capital et le travail.

²⁷ Dans les sections qui suivent nous examinerons cette emprise de la logique organisationnelle dans les espaces du travail et de la finance.

pratique qui la rendent possible, c'est-à-dire qu'elle est une orientation significative de l'activité économique qui s'impose au sujet comme médiation objective. Au tournant du 20e siècle se développe dans la comptabilité d'entreprise un ensemble de nouvelles catégories pour rendre compte, c'est-à-dire objectiver économiquement, une nouvelle modalité d'être du capital, soit le « goodwill » et les autres formes de capital dit « intangible » et immatériel. En fait, le « goodwill » est la forme originaire de divers types « d'intangibles » conventionnellement reconnus par la comptabilité financière d'entreprise aujourd'hui. Quelle est l'origine de ce concept et que nous dit-il sur la transition vers le capitalisme avancé ?

La notion comptable de « goodwill », comprise dans son sens littéral comme « bonne volonté » renvoyait à la fin du 19e siècle dans le cadre du capitalisme bourgeois, à la partie de la valeur d'une entreprise qui dépasse la somme des actifs dit tangibles (moyens de production, stocks et liquidités courantes). Cette valeur intangible serait attribuable, du moins en théorie et selon la culture de l'époque, à l'agir ou à la nature de son propriétaire²⁸. Le « goodwill » se reflète dans un surcroît de profits qu'une entreprise ferait par rapport au profit moyen, surprofits dont l'origine ne serait pas accidentelle mais aurait pour cause l'effort, la sagesse, la perspicacité en affaires ou l'affabilité de son propriétaire. La forme type de « goodwill » fut à l'époque la valeur que représentait le réseau de clients, de fournisseurs et de créanciers qu'entretenait un commerçant ou un industriel et qui se condensait dans la valeur attribuable au « nom » du propriétaire en question²⁹. Par extension, on utilisa ce concept pour mesurer la valeur d'un avantage de localisation, d'un secret commercial ou industriel et éventuellement la valeur de la possession d'un brevet ou la valeur d'employés ayant des qualifications particulières, c'est-à-dire dociles et/ou innovateurs.

Or, avec le développement de l'entreprise corporative cette catégorie comptable a pris une ampleur et une importance insoupçonnée. En effet, la « valeur d'achat » d'une corporation – une société par actions – équivaut, dans son expression la plus simple, à la valeur de la somme des

²⁸ La valeur d'une entreprise correspondrait donc à résultat de l'addition suivante : valeur des actifs liquides (monnaie et titres financier) + valeur des actifs tangibles + valeurs des actifs intangibles (goodwill) – créances. S'il est normalement facile de calculer la valeur des actifs tangibles (au coût d'acquisition – dépréciation) et d'évaluer la valeur d'actif liquides le cas des actifs intangibles demeure problématique, celui-ci est en fait déterminé négativement comme la différence entre le coûts d'acquisition d'une entreprise et la valeur de ses actifs liquides et tangibles – les créances.

²⁹ H. P. Hughes, *Goodwill in accounting: a history of the issues and problems*, Georgia State University. College of Business Administration, 1982

titres, principalement actions, qui sont en circulation. La transition vers le capitalisme avancé au début du 20^e siècle pris la forme d'un vaste mouvement de consolidation industrielle et financière, où des milliers d'entreprises bourgeoises, appartenant à un propriétaire qui y exerçait son *dominium* personnel ou à un cercle restreint d'associés furent fusionnés en vaste organisations. Ce procès de fusion-acquisition pris la forme de l'achat par titres des entreprises en question, et comme le note Veblen, la valeur en titres des entreprises dépassaient toujours par plusieurs multiples la valeur calculée comme la somme des actifs tangibles et liquides. Comment rendre compte de ce hiatus entre la valeur « au livre » et la valeur « en titre ou en bourse » d'une entreprise, et surtout comment le légitimer économiquement ? Problème qui hante encore Nortel aujourd'hui³⁰.

C'est ainsi que le concept, plutôt marginal d'ailleurs de « goodwill », fut transféré du domaine de la qualité particulière d'un entrepreneur en tant qu'individu singulier pour s'appliquer au surcroît de valeur attribuable à ce « je ne sais quoi » de la grande organisation capitaliste en tant qu'agent économique. D'attribut de l'individualisme entrepreneurial bourgeois le « goodwill » est devenu la propriété, dans le sens plein du terme, à la fois juridique et épistémologique, de l'organisation corporative et reflète encore aujourd'hui sa valeur spécifique en tant qu'organisation plutôt que somme disparate d'actifs industriels tangibles (bâtiments, stocks, machines) ou liquides (monnaie, compte à recevoir et créances). La centralisation boursière de la valuation et de la circulation des actions, valuation qui à l'époque tout comme aujourd'hui, se démarque radicalement de la valeur des actifs tangibles, participera à la normalisation d'une représentation du capital comme actif intangible – capacité organisationnelle- plutôt qu'actif tangible sous la forme de moyens de production. Par le biais de la diffusion de nouvelles pratiques comptables arrimées au procès de valuation boursière il y aura matérialisation du capital comme puissance immatériel, intangibilité, c'est-à-dire pure capacité organisationnelle générale projetée dans le futur³¹.

À ce sujet, deux observations doivent être faites. Premièrement l'intangibilisation du capital comme pure capacité organisationnelle et sa traduction/matérialisation comptable comme

³⁰ D. Hunter, *The Bubble and the Bear: How Nortel Burst the Canadian Dream*, Toronto, Doubleday Canada, 2003

³¹ E. Pineault, « Prolégomènes à une théorie critique du capital financier: liquidité du capital et développement de l'institution financière de la modernité », *Société*, 2003.

« goodwill »/actif intangible n'est pas le fait très contemporain d'une nouvelle économie du savoir ou d'un régime d'accumulation « informationnel », c'est plutôt une caractéristique permanente, élémentaire et fondamentale du capitalisme avancé depuis sa genèse au début du 20^e siècle en Amérique du Nord. Le capitalisme avancé émerge par la dissolution du caractère tangible du capital industriel, commercial et financier en un système de procès organisationnels fluides qui a la capacité de reproduction élargie. De plus, cette « intangibilisation » n'est pas un accident, une contingence voire le fruit d'un processus de sélection par l'efficacité, comme le soutiennent les approches néo-institutionnalistes, ce fut un procès propulsé par un ensemble de pratiques réflexives de construction et d'imposition de la capacité organisationnelle dans l'économie³². Ainsi au même moment où la comptabilité d'entreprise se transforme en comptabilité « financière » de la corporation, instrument non seulement de gestion stratégique mais aussi de communication avec la bourse et les actionnaires, se développe à l'intérieur du procès de production des outils « organisationnels » de mesure et de contrôle telle que la comptabilité analytique de gestion³³. En effet, le taylorisme, souvent considéré uniquement comme une transformation réflexive du procès de travail, impliquait aussi la construction d'un système de mesure des coûts et des gains de temps de production. Taylor lui-même considérait que ses innovations techniques ne valaient rien sans l'adoption d'une nouvelle comptabilité interne à l'organisation qui objective les coûts et gains de productivité en temps quasi-réel, les rendants ainsi malléables et propices au contrôle. C'est le cas type de ce que nous conceptualisons comme une « capacité organisationnelle ».

Or, et cela nous amène à notre deuxième observation, si le taylorisme fut un système de contrôle qui cassa la culture ouvrière classique centrée sur l'autonomie et la dignité du métier³⁴ (Pinard, 1999), la double évolution de la comptabilité que nous venons d'évoquer eu le même effet sur la forme synthétique que fut l'institution de la comptabilité d'affaire bourgeoise, et si nous suivons Weber, l'effectivité matérielle de la propriété bourgeoise du capital dans l'économie. Bref, c'est la figure même du capitaliste bourgeois et de la culture bourgeoise de l'entreprise qui sont

³² Perrow, 2002.

³³ G. Bellemare et L. Briand. « L'évolution des pratiques de surveillance par les usagers d'une grande entreprise de transport en commun : de 1860 aux années 2000. » *Comptabilité, contrôle, audit. Numéro thématique : Contrôler l'entreprise. Contrôler dans l'entreprise*. 11. 2 (2005) : 149-166.

³⁴ R. Pinard, *La révolution du travail: de l'artisan au manager*, Montréal, Liber, 2000

directement en cause dans ce procès où l'organisation devient le véritable agent de l'accumulation. Et, pour conclure ce point, il se pourrait que le transfert légitime de la subjectivité entrepreneuriale et industrielle de la personne bourgeoise vers la nouvelle personne morale corporative fut justement une des fonctions d'économie culturelle de la catégorie comptable de « goodwill », comme le remarque d'ailleurs à sa manière Veblen en 1904³⁵.

Nous avons soutenu dans cette première partie de notre argument que le capitalisme avancé, en tant que formation sociale dominée par la corporation, est marquée par une mutation fondamentale du capital qui, en tant que rapport social d'exploitation de la force de travail, se mue en puissance organisationnelle privée (que nous pouvons définir comme capacité d'organisation de la pratique sociale en général). Cette mutation du capital se matérialise dans l'autonomie qu'acquiert l'entreprise capitaliste en tant que corporation vis-à-vis du bourgeois compris comme sujet capitaliste. Weber, et avant lui Sombart, ont montré comment l'avènement de la comptabilité à double entrée dans le cadre du capitalisme marchand de la Renaissance a contribué à l'émergence du capitalisme comme sphère de pratique rationalisée et autonome. Cette activité réflexive, a contribué non seulement à séparer la sphère domestique d'une nouvelle sphère d'activité civile, mais de par sa structure même, elle présentait l'activité commerciale non plus comme somme de transactions avec autrui (comptabilité à entrée simple) mais comme un procès de reproduction élargie d'un capital initial objectivé *devant* le capitaliste lui-même. Son activité marchande, plutôt que d'être une succession « de bon et de mauvais coups », s'objectivait comme « entreprise » c'est-à-dire :

(..) une unité économique de profit, orientée en fonction des chances d'opération marchande, et ce dans le but de tirer bénéfice de l'échange. En ce sens, une entreprise peut être une entreprise occasionnelle, (..) ou être une exploitation continue. Toute entreprise se propose d'être rentable, c'est-à-dire d'obtenir un surplus par rapport à la valeur estimable en argent des moyens engagés pour l'entreprise, (..).³⁶

Il faut rappeler que la diffusion sociale de cette innovation, la comptabilité à double entrée, se fit à l'époque (15^e et 16^e siècle) dans le cadre de la circulation d'une littérature beaucoup plus générale visant à former les futurs commerçants, littérature disciplinaire visant la propagation

³⁵ The Theory of Business Enterprise, p. 140-141.

³⁶ M. Weber, *Histoire Économique*, Paris, Gallimard, 1991 (1923), p.14.

d'une nouvelle culture marchande rationalisée. Ces traités du marchand ou du « bon commerçant » étaient autant des ouvrages d'information que d'éthicisation de la pratique. Autrement dit, l'adoption de cette nouvelle comptabilité fut un phénomène qui relevait de la culture autant que de la rationalisation économique. Or, nous assistons au début du vingtième siècle à un procès similaire, malgré le fait que le discours disciplinaire ne s'adresse plus au bourgeois autonome, indépendant et entreprenant qui souhaite objectiver devant lui le fruit de son activité. En effet, ce discours s'adresse aux nouveaux gestionnaires de vastes organisations capitalistes, desquels on exige, d'une part, une activité de contrôle et de surveillance (comptabilité analytique de gestion) et, d'autre part, une publicisation de résultats (comptabilité financière). Car, finalement, ce sont eux qui ont une emprise effective sur ces processus créateurs de valeur. L'émergence de ces deux nouvelles formes de pratique comptable, relevant du paradigme du contrôle, plutôt que de celui de la discipline³⁷, sonna le glas de l'hégémonie de l'entrepreneur bourgeois et surtout du capital compris comme objet de son *dominium*. Ce fut maintenant l'entreprise comme organisation objective qui se manifestait à elle-même et à la société par le biais de cette mutation de la comptabilité et par la figure du « goodwill ».

Propriété capitaliste et capital financier

Le développement de l'intangibilité comme paradigme pour représenter ce nouveau mode d'être du capital matérialisé dans l'organisation corporative fut accompagné par l'émergence de nouvelles formes de capital financier. Au capital bancaire et au crédit public du capitalisme de la modernité bourgeoise succéda un capital financier organiquement lié au développement des corporations.³⁸ En fait, et encore une fois ici Veblen nous a laissé une analyse précise du phénomène, le « capitalisation » de la puissance organisationnelle sous la forme de « goodwill » fut intimement lié au développement du crédit corporatif et de son absorption dans une nouvelle circulation financière centralisée et organisée dans des bourses de valeurs mobilières industrielles. Cela favorisa d'ailleurs l'émergence de nouvelles banques d'affaires, les banques

³⁷ L. Briand, G Bellemare. "A Structurationist Analysis of Post-bureaucracy in Modernity and Late Modernity". *Journal of Organizational Change Management*, 19. 1 (2006) : 65-79.

³⁸ Crédit essentiel au développement du capitalisme avancé soit comme prêt à long terme pour investissement en bien capitaux, que ce soit par le biais d'avances commerciales ou par l'émission de titres à court terme sur les marchés, émission intermédiée par les banques commerciales.

d'investissement, directement mobilisées par ces nouvelles pratiques financières des corporations. Or, malgré cette interdépendance entre capital organisationnel et capital financier - et contre la tradition inaugurée par Hilferding encore très en vogue chez les marxistes dans les années 1970³⁹ - cette évolution ne transforma pas les banquiers en capitalistes, du moins dans le sens bourgeois du concept. En effet, comme l'ont souligné Veblen et plus près de nous les économistes postkeynésiens tels que Minsky⁴⁰, le nouveau mode d'existence interne du capital que nous venons d'examiner précédemment, comme puissance organisationnelle endogène à la corporation, s'extériorisa sous la forme d'un ensemble d'actifs financiers liquides représentant un droit sur cette puissance. De plus, ce capital financier, toujours compris comme droit sur la puissance corporative, fut liquéfié et marchandisé sous la forme d'un continuum d'actifs, allant des titres sur la dette à court terme (le papier commercial) jusqu'aux actions (et maintenant aux « unités » de fonds de revenu), titres dont la circulation fut rapidement centralisée en bourse et sur des marchés organisés, espaces sociaux qui sont devenus les véritables lieux de leur valorisation⁴¹. Ce serait une erreur de considérer le résultat de ce procès de liquéfaction du capital comme un redéploiement de la propriété bourgeoise de l'entreprise à un niveau plus abstrait, ce fut une véritable et fondamentale redéfinition de la propriété capitaliste comme propriété en des titres. En plus, compte tenu du caractère liquide des titres, cette propriété financière ne pouvait pas pour autant être assimilée à celle qui sous-tend la figure du rentier moderne, c'est-à-dire à celle de l'investisseur passif. Car cette nouvelle propriété capitaliste, propriété de titres liquides, contenait aussi potentiellement un pouvoir important mais limité sur la corporation sous la forme du droit de l'actionnaire en assemblée à nommer le conseil d'administration de la corporation et à dicter certaines de ses orientations stratégiques. Le conseil d'administration devint ainsi un lieu où se sont condensés les rapports de pouvoir sur et dans la corporation. S'il faut considérer, dans l'analyse sociologique du pouvoir dans le capitalisme avancé, le conseil d'administration et ses directeurs comme un lieu de puissance socioéconomique clé (Carroll, 2005) on ne peut pas

³⁹ Voir par exemple les travaux de Jorge Niosi tels que *Le contrôle financier du capitalisme canadien*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1982.

⁴⁰ H. P. Minsky, *Stabilizing an unstable economy*, New Haven, Yale University Press, 1986

⁴¹ J. M. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, 1969 et A. Orléan, *Le pouvoir de la finance*, Paris, Odile Jacob, 1999.

assimiler cette puissance relative sur la capacité organisationnelle à celle absolue impliquée par le *dominium* du capitaliste bourgeois sur les moyens de production et le temps de travail d'autrui.

Car cette forme de contrôle de la corporation comme puissance organisationnelle est modulée par le caractère liquide des titres financiers qui peuvent faire l'objet d'une valorisation purement financière – spéculative- autant qu'ils peuvent servir de moyen d'extraction de valeur monétaire sous la forme de profits distribués comme dividendes aux actionnaires ou sous la forme de programme de rachat d'actions. Finalement, comme l'ont souligné Berle et Means, et plus tard Galbraith dans le *Nouvel État Industriel*, dès les années 1930, le nouveau caractère liquide du droit de propriété capitaliste a eu pour contrepartie la production de mécanismes⁴² qui permettaient de limiter l'emprise du capital liquide sur l'orientation et la gestion de la corporation comme entité organisationnelle. Dans la mesure où les cadres supérieurs de l'entreprise, le « management », détenaient une emprise sur le conseil d'administration, l'accumulation capitaliste pouvait prendre la forme de la croissance bureaucratique des corporations et de l'accumulation et la centralisation de sa puissance organisationnelle⁴³ sur une échelle qui devint rapidement transnationale voire globale, bref d'une reproduction élargie de la corporation pour elle-même.

Les nouveaux rapports de propriété capitaliste propre au capitalisme avancé contiennent ainsi formellement au moins trois configurations possibles du rapport entre *capital*, maintenant objectivé autant dans la puissance organisationnelle de la corporation que dans la valeur des titres financier dont la circulation est centralisée en bourse, et *propriétaire*. Soit celui-ci a la possibilité d'exercer son pouvoir de contrôle externe sur la corporation afin d'en diriger la stratégie et d'en extraire de la valeur (c'est-à-dire qu'elle exige que la puissance organisationnelle se traduise en flux monétaire – ce qui ne va pas du tout de soit), soit celui-ci adopte une attitude purement spéculative et valorise son titre uniquement dans l'espace de la circulation boursière, soit finalement, il se comporte en quasi rentier, laissant à ceux qui contrôle la puissance

⁴² Retenir les profits afin de les réinvestir plutôt que les distribuer aux actionnaires est un mécanisme de base qui garantit l'autonomie des gestionnaires par rapport au marché financier, une autre stratégie est la captation par le management du conseil d'administration, finalement le management peut aussi contrôler l'assemblée des actionnaires par divers techniques communicationnelles, comme par exemple l'utilisation de circulaires pour demander la délégation de vote. Dans le cas des corporations du continent européen l'accès au crédit bancaire à long terme fut aussi une technique qui préserva l'autonomie du management. Sur cette problématique voir Mark J. Roe, *Strong managers, weak owners*, 1994.

⁴³ Le cas type fut la vague de fusion conglomérale à la fin des années 1960 en Amérique du Nord.

organisationnelle de la corporation (le management) leur autonomie et qu'il se contente du versement d'un niveau de dividende que ceux-ci décideront en fonction de leur besoin de liquidité et de capital pour le ré-investissement (position de Galbraith dans *Le nouvel État industriel*). Dans les trois cas, le titre financier s'est imposé non pas comme voile qui défigure la propriété bourgeoise, mais comme institution nouvelle de la propriété capitaliste qui s'interpose entre sujet et entreprise, analyse d'ailleurs présentée par Simmel dès 1896. Le *dominium* n'est pas voilé par le titre financier, il est complètement évacué, ce qui ne veut pas dire que la structure corporative ne comporte pas des asymétries structurelles. Au contraire celles-ci sont encastrées au cœur même des structures sociales du capitalisme avancé, il faut par contre se donner les outils conceptuels pour les penser en elles-mêmes, plutôt que de « forcer » les catégories marxistes pour qu'elles conservent coûte que coûte une capacité explicative.

3. Liquidité et puissance du capital financier dans le capitalisme avancé

Comment le capital financier et son système organisationnel se rapporte-t-il au capital corporatif et organisationnel typique du capitalisme avancé ? La plupart des analystes ont posé le problème en termes d'interrelation entre deux sphères différenciées de l'économie, l'une considérée comme réelle (la sphère industrielle ou productive) et l'autre pensée comme fictive (la sphère financière). Cette façon de poser le problème « industrie / finance » plonge ses racines dans la conception orthodoxe de la monnaie comme stock exogène et voile des échanges en économie politique classique, paradigme repris par Marx avec une certaine hésitation et exacerbé par Hilferding dans son ouvrage *Le capital financier*. À partir de cette conception de la finance, les options théoriques sont limitées : soit on postule la radicale autonomie des deux sphères, la finance est ainsi comprise comme une sphère de reproduction d'une valeur purement virtuelle ou d'un capital fictif déconnecté de tout rapport avec la « vraie » valeur matérielle, soit on postule que la sphère financière domine la sphère réelle depuis une position d'extériorité et lui impose des contraintes par laquelle le matériel doit valider le virtuel. La première position est typique des textes expressionnistes sur la déconnection de la finance et a peu d'intérêt analytique, la seconde position a au moins le mérite d'avoir une certaine portée analytique. En effet, cette dernière permet de s'intéresser aux articulations entre « finance » et « industrie » tels que le financement bancaire de l'investissement ou les programmes de rachat d'action. Malgré tout elle demeure prisonnière d'une dichotomie entre vrai et fausse valeur, entre réel et fictif. Comme nous l'avons soutenu dans la partie précédente, le capital corporatif est dans son essence même intangibilité et

immatérialité. La valeur qui se dégage des processus organisationnels de la corporation a un caractère virtuel et les structures sociales du capital financier qui émergent en même temps que s'affirme la dominance économique de la corporation s'arriment directement à ce processus de valorisation intangible⁴⁴. Comme le souligne Veblen, l'objectivation de la valeur sous la forme d'une grandeur donnée du « goodwill » et autres intangibles dans le bilan comptable des corporations se traduit directement dans la valeur financière des actions de ces corporations. Ce lien entre intangibilité et liquidité financière n'est pas le propre du capitalisme postfordiste et financiarisé ou immatériel ou informationnel, c'est une caractéristique propre au capitalisme avancé en lui-même.

La question qui se pose dès lors est celle des modalités par laquelle se constituent des interdépendances structurelles et nécessaires entre corporation et capital financier. Plutôt que de théoriser l'autonomie ou la déconnection nous croyons plus juste de poser la question de l'encastrement hiérarchique du capital financier dans la reproduction des corporations. Pour reprendre une terminologie keynésienne, il faut penser les articulations entre circulation industrielle et circulation financière sans présupposer que l'une aurait une priorité « ontologique » sur l'autre. Au cœur de ces rapports entre industrie et finance se trouve une institution clé, la banque. Schumpeter, dans sa *Théorie du développement économique*, est le premier à remarquer cette centralité de l'institution bancaire qu'il pense comme « éphore » de l'économie capitaliste avancée. En effet, dans le capitalisme en général et plus particulièrement dans sa forme avancée où prédomine la monnaie bancaire⁴⁵ sur la monnaie frappée, les banques détiennent un monopole institutionnel qui leur confère un pouvoir immense dans l'économie, le pouvoir de monnayage, c'est-à-dire de création monétaire par octroi de crédit⁴⁶. Ce monnayage a une double finalité : soit d'un côté elle produit une liquidité monétaire par le financement de ce que Keynes appelait « l'entreprise », c'est-à-dire le financement de l'investissement ou des opérations organisationnelles courantes des corporations et petites entreprises et éventuellement de la consommation salariale, soit elle produit une liquidité financière par la création, émission

⁴⁴ Roy, 1998.

⁴⁵ J. M. Keynes, *A Treatise on Money*, Londres, Macmillan, 1930.

⁴⁶ M. Aglietta et J. Cartelier, « Ordre monétaire des économies de marché », in M. Aglietta et André Orléan, *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob, 1999, 129-157.

sur les marchés et circulation d'actions, d'obligations et autre formes d'actifs financiers dont elle entretient la liquidité. Dans ce deuxième cas aussi il y a création monétaire par le biais du crédit, car la liquidité financière des titres dépend de la liquidité monétaire⁴⁷.

Bref, le capital financier a une essence organisationnelle et intangible tout aussi déterminante que le capital industriel de la corporation. Tout comme ce dernier, le capital intangible fait l'objet d'une « production » dans des rapports sociaux déterminés, et dans des conditions d'asymétrie et de jeux de puissance manifeste qu'une analyse en termes strictement marxiste ne peut saisir adéquatement. Le concept de monnayage du capital financier par contre permet d'analyser les structures sociales par lesquelles s'exerce concrètement dans une économie donnée cette puissance qui découle d'un monopole institutionnel sur la création monétaire. Dans l'analyse du monnayage, il est possible de distinguer des régimes spécifiques à des périodes historiques et des économies nationales, voire à des centres financiers distincts, bref la pratique de monnayage fait elle-même l'objet d'une codification socioéconomique qui traduit des normes culturelles et politiques relatives au crédit et à l'investissement dans l'économie. Ces normes doivent aussi être comprises comme la manifestation, la construction et la distribution de pouvoir dans l'économie capitaliste avancé.

Mais la banque n'est qu'un des pôles institutionnels de la finance dans le capitalisme avancé, la consolidation de la centralité des corporations dans l'économie s'est accompagnée de l'émergence des bourses en valeurs mobilières (actions et obligations) ainsi que des marchés financiers analogues qui ont su s'imposer comme lieu de régulation de l'accumulation. Ce pôle proprement spéculatif du capitalisme avancé a permis l'émergence d'acteurs économiques qui dépendent de manière structurelle sur la liquidité financière et dont l'essentiel de l'activité consiste en son maintien et en son expansion. Courtiers, analystes, « traders », gestionnaires de portefeuille, ses acteurs omniprésents dans le capitalisme nord-américain dès les années 1920, ont eux-mêmes donné naissance à une forme organisationnelle type de la finance du capitalisme avancé, le « fonds ». Calquée sur le modèle des mutuelles en assurance, cette nouvelle forme

⁴⁷ À titre d'exemple, l'ensemble des transactions effectuées par un hedge fund important se fonde en utilisant une marge de crédit qu'elle négocie avec une grande banque d'investissement, sur la base de la réputation de ses principaux traders, avant de s'engager sur les marchés financiers. C'est la banque qui fournit, à crédit, la liquidité nécessaire à ses transactions en titres. Autre exemple, lors des émissions importantes de titres sur les marchés, les banques offrent à l'avance du crédit aux acheteurs prospectifs de ces actifs financiers afin de garantir le « placement » des titres en question.

sociale a eu une double fonction. D'un côté elle a permis de démocratiser la participation aux marchés financiers et, de l'autre, de soutenir de manière novatrice la liquidité financière par la conversion d'un flux d'épargne en capital financier centralisé. Grâce aux fonds, les nouvelles classes moyennes ont pu accéder aux pratiques d'accumulation financière qui ne furent plus réservées à une aristocratie de l'argent. Toutefois dans leurs cas cette accumulation se présenta, et elle se présente toujours, comme une accumulation de droits sur une organisation de placement sans pour autant faire d'eux des spéculateurs informés ou des propriétaires de titres ayant la capacité d'exercer des droits sur les entités sous-jacentes. Cette institutionnalisation d'une incapacité et d'une impuissance organisationnelle par les fonds avait, et a toujours, pour revers une nouvelle puissance. Car la contrepartie de cette cession de droits de gestion en « fiducie » fut la création d'une capacité organisationnelle de métamorphose d'une épargne de masse en capital financier massifié ayant une puissance spéculative décuplée. Les fonds⁴⁸, dépositaires d'un mandat fiduciaire de faire fructifier l'épargne de leurs bénéficiaires purent ainsi en tandem avec les banques, transformer les bourses et les autres marchés en espace d'exercice de puissance financière ayant pour finalité l'extraction de la valeur soit endogène à la sphère financière, soit exogène via son emprise par les « titres du capital financier » sur les corporations ou les états souverains. Ces caractéristiques, souvent identifiées comme propres à un contexte néolibéral ou à une économie financiarisée, renvoient aux structures sociales générales du capitalisme avancé établit depuis un siècle. Le propre de la période actuelle serait plutôt l'extension prise par les fonds dans la société et l'économie ainsi que le degré de centralisation du contrôle sur les fonds par une poignée de grandes banques d'investissement.

Le capital financier, comme nous venons de la voir, regroupe un ensemble complexe de structures institutionnelles et d'acteurs sociaux. Ensemble qui se met en place au début du 20^e siècle en développant la capacité organisationnelle de médiatiser la production et la reproduction de relations financières, la mise en circulation de titres qui correspond à ces relations sont des vecteurs d'accumulation financière du capital et des instances/mécanismes de régulation de l'investissement, de la production de biens et de services, de la consommation de masse et de l'épargne. Le problème analytique pour une sociologie du capitalisme avancé n'est pas de poser la question « qui sont les vrais capitalistes ? » Les banquiers ? Les financiers ? Ou les industriels

⁴⁸ J'inclus ici les fonds de pension dont la structure fut calquée sur celle des fonds mutuels.

? Question qui a hanté le marxisme au 20^e siècle. Mais plutôt d'interroger comment interagissent les corporations, les salariés, les fonds et les banques ? Quels rapports structurels et asymétries de puissance prédéfinissent ces relations et ces pratiques ? Comment ces rapports se modifient-ils dans le temps et selon les situations nationales ? En ce sens, la problématique de la déconnexion et/ou de l'autonomisation de la finance est remplacée par une analyse des modalités par lesquelles le capital financier s'encastre dans la dynamique essentielle des corporations et plus globalement de l'économie générale du capitalisme avancé. Si nous nous représentons cette économie comme un circuit⁴⁹ composé de trois moments essentiels, chacun noué autour d'un rapport social central, rapport d'entreprise qui décide du niveau d'investissement et de production, rapport salarial et norme de consommation/épargne qui valide ou pas le rapport d'entreprise, on peut alors examiner comment le capital financier s'encastre dans ce circuit afin d'exercer à sa manière une détermination sur chacun de ces moments. Soit une détermination sur l'insertion des corporations dans la division sociale du travail, de leur relation avec le financement bancaire direct ou indirect, de leur relation avec les salariés, des relations que les banques elles-mêmes développent afin de financer l'investissement ou la consommation et de se financer elle-même. Finalement, dans le contexte actuel d'une plus grande emprise de la finance sur la dynamique économique générale, une telle approche mettrait l'accent sur l'analyse des nouveaux acteurs financiers hégémoniques, les fonds, mais aussi sur la manière dont les corporations et même une élite d'individus réussissent à mobiliser pour eux-mêmes le capital financier comme puissance dans la sphère financière (vis-à-vis des banques ou dans les bourses et marchés) ou puissance sur d'autres corporations, banques, ou salariés à titre de travailleurs ou de consommateurs.

4. Salarial et classe moyenne dans le capitalisme avancé

Tout comme le capital, qui s'objective sous de nouvelles formes dans le capitalisme avancé, le travail connaît des mutations profondes qui, contrairement aux éléments précédents, ont reçu une grande attention en sociologie et en économie politique. Nous aimerions ici évoquer un aspect de ces mutations, celle qui relève de l'identité de classe salariée. On a compris les transformations du travail comme la mise en place d'un nouveau rapport salarial propre au capitalisme

⁴⁹ M. Lavoie, *L'économie postkeynésienne*, Paris, Seuil, 2004

organisationnel, le “fordisme”.⁵⁰ Celui-ci se manifeste par une extension sociale sans précédent du salariat, c’est-à-dire par une salarialisation des sociétés au coeur du capitalisme avancé. Processus qu’il faut comprendre non seulement comme une incorporation des individus dans un procès de travail et de consommation de masse mais aussi comme la diffusion d’un nouveau lien social qui se substitue à l’exclusion prolétarienne et qui est arrimée structurellement à l’accumulation industrielle fordiste et au développement de l’État providence⁵¹.

Le procès de salarialisation fordiste propre au capitalisme avancé en tandem avec le développement de la régulation politique providentialiste au milieu du vingtième siècle ont restructuré les asymétries et les inégalités de la société bourgeoise typique du capitalisme moderne en agissant comme mécanismes d’intégration autant au sommet qu’à la base de la stratification sociale, en créant un ensemble de nouveaux droits (sociaux) et d’obligations (fiscales)⁵². En Amérique du Nord, ce procès a résulté en la formation d’une identité sociale salariale originale, soit la classe moyenne élargie⁵³. Il faut comprendre cette classe moyenne comme une identité qui se construit dans une combinaison particulière des champs politiques, économiques et culturels⁵⁴ propres aux sociétés de masses “post-bourgeoises”.

Elle repose sur le double ressort économique et politique de la stabilisation fordiste de la condition salariale et de l’intégration des salariés par le biais de la citoyenneté sociale développée par l’État providence.

Mais la classe moyenne à titre de référent subjectif et objectif se développe en tant que telle sur le plan culturel en Amérique du Nord, principalement par le biais de la diffusion d’une forme

⁵⁰ M. Aglietta, *Régulation et crises du capitalisme*, Paris, Odile Jacob, 1997

⁵¹ R. Castel, *Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat*, Paris, Gallimard, 1999

⁵² T. H. Marshall, *Citizenship and Social Class*, London, Pluto Press, 1991.

⁵³ Qualifié d’élargie pour la distinguer des différentes figures des classes moyenne propre à la modernité bourgeoise qui renvoyait à un ordre social intermédiaire et surtout minoritaire.

⁵⁴ Il est important de souligner que du point de vue de la plupart des théories sociologiques des classes sociales et de la stratification sociale la notion de classe moyenne n’a pas la dignité du concept sociologique, et ce particulièrement dans les théories marxiste et néomarxiste qui la pense comme un voile qui masque la véritable appartenance sociale des salariés à une “classe ouvrière” antagonique au capital. Ce n’est pas la perspective adopté ici mais nous sommes également conscient qu’à titre de concept, et non pas uniquement à titre de représentation sociale, la notion de classe moyenne devrait faire l’objet d’un travail d’éclaircissement théorique en lui-même, un travail beaucoup plus élaboré qui ce qui peut être développé ici.

spécifique de la consommation et de culture de masse. En fait, la classe moyenne élargie est un référent identitaire produit par ces deux champs symbolique et culturel-économique. À titre de référent objectif elle se présente comme une appartenance de classe qui résulte du dépassement ou de la dissolution de la polarisation sociale propre à la modernité bourgeoise dans un vaste continuum stratifié et massifié, où la moyenne agit à la fois comme attracteur - intégrateur et repoussoir⁵⁵, dans une dialectique de conformité et de distinction⁵⁶. Le développement d'un régime d'accumulation financiarisée en Amérique du Nord a ceci de particulier qu'il sape les bases économiques et politiques à l'existence de la classe moyenne tout en laissant intact, voire même en mobilisant, les procès culturel-économiques par laquelle elle se constitue en tant que référent identitaire de masse. Une question, qui à ce stade de nos recherches demeure "ouverte", est la capacité du régime d'accumulation financiarisée à produire des nouvelles bases économiques (en tandem avec la régulation politique néolibérale) qui prolongerait l'existence de cette classe moyenne⁵⁷.

En ce sens la notion de classe moyenne se construit en tension dialectique avec l'identité sociale de travailleur, la transformation du salarié par une logique statutaire en consommateur intégré agit comme solvant sur l'identité de classe du salarié comme « travailleur » opposé et assujéti au capital. Nous croyons par contre que cette tension n'est jamais complètement évacuée du capitalisme avancé et que la possibilité de subjectivation⁵⁸ des salariés à titre de travailleurs demeure une constante de cette formation sociale.

Conclusion

Dans son histoire, le capitalisme a montré une plus grande plasticité structurelle et un plus grand dynamisme institutionnel que le laisse entendre les analyses expressionnistes. Une sociologie critique du capitalisme doit pouvoir objectiver cette plasticité sans pour autant se laisser séduire ou fasciner par une dynamique d'innovation sociale intense et déroutante devant laquelle elle se

⁵⁵ F. Ewald, *Histoire de l'État providence: les origines de la solidarité*, Paris, Librairie générale française, 1996,

⁵⁶ J. Baudrillard, *La société de consommation: ses mythes, ses structures*, Paris, Denoël, 1986

⁵⁷ R. Boyer, « Is a finance led growth regime a viable alternative to fordism? A preliminary analysis », *Economy and Society*, vol. 29, no 1, 2000, p. 111- 145

⁵⁸ J. Rancière, *La mésentente: politique et philosophie*, Paris, Galilée, 1995

sentirait obligé de s'incliner. Parlant de la société bourgeoise et du capitalisme de la modernité, Marx a pu dire que ceux-ci instituaient un ordre social dans lequel « *Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée* ». Nous avons tenté dans les paragraphes qui précèdent de délimiter analytiquement quelques formes institutionnelles au cœur des structures sociales du capitalisme contemporain en montrant comment celles-ci plongent leurs racines dans une grande transformation au début du 20^e siècle, le tournant organisationnel du capitalisme. Genèse de la corporation, genèse du capital financier, formation d'un nouveau salariat stratifié autour de la classe moyenne, la caractérisation du capitalisme au 20^e siècle par le développement de ces trois formes sociales n'a rien en soi de très original. Notre argument est qu'une analyse de la nature institutionnelle de ces formes sociales qui s'émancipe du système des catégories marxistes éclaire mieux la spécificité des transformations historiques du capitalisme depuis un siècle qu'une analyse qui transhistorise les catégories de la société bourgeoise.

Si nous avons, pour conclure, à déterminer un principe par lequel nous pourrions qualifier la rupture entre capitalisme avancé et sa forme bourgeoise quel serait-il? Nous ne retiendrons pas l'opposition entre moderne et postmoderne qui dans ce cas ne semble pas avoir une grande portée interprétative. Nous opterions plutôt pour une distinction entre un premier capitalisme porté par une logique d'individuation sociale, logique de mise à nu de l'individu devant le marché dont le libéralisme a fait l'apologie idéologique, et un deuxième capitalisme porté par une logique de massification, procès entrevu par Marx d'ailleurs dans les chapitres du *Capital* portant sur l'organisation du travail abstrait. Le capitalisme avancé aurait été « travaillé » par trois logiques successives de massification, logiques qui chaque fois est venu dissoudre des formes bourgeoises et individués : massification de la production – dissolution du travail des métiers petit-bourgeois, massification de la consommation, dissolution du ménage bourgeois et des marchés populaires. Et, finalement, celui qui jusqu'à tout récemment a le moins retenu l'attention de la sociologie critique, massification de l'investissement financier. Ce processus, qui commence avec les premiers fonds mutuels dans les années 1920, s'étend progressivement avec le développement des fonds de pensions industriels dans les années 1950, semble aujourd'hui s'être imposé comme régulation dominante du capitalisme avancé. Une telle question, comme celles plus générales de la différenciation historique ou nationale de régimes d'accumulation propre au capitalisme avancé, du rapport entre ces développements et le procès politique d'institutionnalisation de formes de l'État ou avec une modalité globale de reproduction sociétale, sont évidemment hors

de la portée du présent article. Mais nous espérons que le cadre d'analyse présenté ici permettra de poser ces questions centrales à une théorie critique de manière à dépasser l'appréhension purement expressive des dérives de la société actuelle.

Eric Pineault

Département de sociologie, UQAM

NOTE IMPORTANTE

Si vous désirez citer ce document, nous vous prions de bien vouloir utiliser la référence complète dans le format suivant :

Pineault, Éric. 14 décembre 2006. « *Au-delà de l'expressionnisme et du marxisme : éléments pour une théorie critique des structures sociales du capitalisme avancé* ». *Conférences de la Chaire MCD*. En ligne. <<http://www.chaire-mcd.ca>>.

Les idées exprimées dans ce document n'engagent que l'auteur. Elles ne traduisent en aucune manière une position officielle de la Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie.